

L'Amérique latine a été l'incubateur d'une communauté épistémique, *La Red*, sur les risques naturels dont le slogan est « les catastrophes ne sont pas naturelles ». Celle-ci, composée d'un ensemble d'experts aux multiples casquettes, a traduit régionalement un paradigme proposé par des auteurs anglo-américains, celui d'une approche sociale des risques par la vulnérabilité. L'hypothèse de cet article est que cette approche a pu s'appuyer sur un terreau hispano-américain favorable, au risque d'un détournement des objectifs de ses promoteurs, en servant d'instrument de gouvernement à l'encontre de populations précaires et jouant ainsi certains rapports de pouvoir. L'analyse s'appuie sur un corpus d'ouvrages et d'articles issus de cette communauté épistémique, de l'analyse des expertises et des politiques publiques urbaines des risques dans les pays andins, l'ensemble étant éclairé par les analyses historiques des relations à la nature.

Mots-clés : catastrophe naturelle ; communauté épistémique ; risques naturels ; vulnérabilité ; Amérique latine.

América Latina ha sido la incubadora de una comunidad epistémica sobre riesgos naturales cuyo lema es “los desastres no son naturales”. Esta comunidad compuesta de un grupo de expertos polifacéticos ha traducido regionalmente un paradigma propuesto por autores angloamericanos, el de la vulnerabilidad y de un enfoque social de los riesgos. La hipótesis de este artículo es que este enfoque tiene eco en la manera de pensar la naturaleza y los desastres en Hispanoamérica, con el riesgo de que se desvíen los objetivos de sus promotores, siendo un instrumento de gobierno en contra de una población precaria que alimenta relaciones de poderes tradicionales. El análisis parte de un conjunto de publicaciones de *La Red* y sus miembros, de informes y peritajes para políticas públicas, de observaciones de campo con un enfoque histórico.

Palabras claves: desastres naturales; comunidad epistémica; riesgos naturales; vulnerabilidad; América latina.

Penser les catastrophes « naturelles » : l’approche sociale d’une communauté épistémique latino-américaine

ALEXIS SIERRA

SORBONNE UNIVERSITÉ, LABORATOIRE MÉDIATIONS
alexis.sierra@sorbonne-universite.fr

1. Cet article cherche à penser les « Suds » comme espace de production et de diffusion de savoir sur la nature et à envisager cette production et cette diffusion comme les révélateurs d’une vision inégalitaire de la société. Nous n’interrogerons pas ici la catégorie, sans doute contestable, de « Sud ». Nonobstant, l’Amérique latine représente, dans ce qui suit, une région du monde construite historiquement au sein d’un Sud global. Même si elle est elle-même traversée de « Suds » et de « Nordes », cette région semble cohérente pour avoir été le berceau ou le laboratoire d’une pensée sur les mal nommés risques « naturels », autres guillemets rappelant que si les menaces (ou les aléas) peuvent être naturels, il n’y a de risque que si la société est mise en jeu, que si elle a quelque chose à perdre (Metzger et D’Ercole, 2011). Ainsi définie, l’Amérique latine semble être un espace épistémique privilégié pour le déploiement d’une pensée qui aborde l’environnement par les risques et par les catastrophes, avec une représentation de la nature en crise. Cette approche place, de surcroît, la production de vulnérabilité, et donc la responsabilité humaine, au cœur de ces risques « naturels ». Cet espace épistémique est constitué d’un réseau de scientifiques et d’experts nommé *Red de Estudios Sociales en Prevención de Desastres en América latina (La Red)* dont les activités éditoriales se sont essentiellement déployées dans les années 1990 et 2000 avec le slogan *los desastres no son naturales*¹.
2. La constitution d’un espace épistémique latino-américain sur les risques est étroitement liée aux conditions objectives de développement : d’une part, l’existence d’une panoplie de dynamiques naturelles violentes, qui vont des séismes aux cyclones et qui ont marqué l’histoire de la région² ;

1 « Les catastrophes ne sont pas naturelles ».

2 Le phénomène *El Niño Southern Oscillation* (ENSO) et les aléas qui lui sont associés

d'autre part, une urbanisation accélérée et une émergence économique qui exposent de manière croissante les sociétés à ces phénomènes naturels. Il en résulte une multiplication de catastrophes qui sont devenues, à l'époque contemporaine, un objet de préoccupations politiques et sociales aisément transformables en problématique scientifique. Cependant, outre ces conditions de développement, visibles et mesurables, cet espace épistémique est également le fruit de la position singulière de l'Amérique latine dans le champ et l'espace de construction et de diffusion des savoirs naturalistes en général, et des études sur les catastrophes, les risques et les vulnérabilités en particulier.

3. Nous verrons en premier lieu que la proximité des scientifiques et experts latino-américains avec le monde scientifique anglo-américain et les institutions internationales a favorisé l'émergence d'un courant de pensée latino-américain sur la production sociale de risques « naturels ». Deuxièmement, nous montrerons que le relatif succès de cette approche sociale des risques en Amérique latine est lié à la conviction, présente depuis l'époque coloniale, que les êtres humains ont une responsabilité envers la nature, et que désordre social et désordre naturel sont intimement liés. Enfin, nous montrerons que penser le rapport des sociétés à la nature en termes de risques et de vulnérabilités, c'est-à-dire penser de concert nature en crise et société en crise, s'impose d'autant plus facilement que ces notions sont souvent détournées pour en faire des instruments de gouvernement territorial maintenant des rapports de pouvoirs inégalitaires. Autrement dit, la dénonciation par les pouvoirs publics des pratiques des populations précaires – dénonciation présente dans les discours dominants comme « allant-de-soi » – se nourrit paradoxalement de cette approche sociale des risques.
4. Pour cela, nous avons analysé les publications initiales de *La Red*, leurs références bibliographiques et le parcours de leurs auteurs³. Nous mobiliserons également les entretiens, les données issues de l'observation participante, l'analyse de rapports d'expertise et de la presse⁴.

illustrent très bien cette Amérique latine des phénomènes naturels perturbateurs.

3 Voir la présentation du corpus analysé en bibliographie

4 Sources rassemblées lors de nos recherches de la gestion des risques essentiellement en Équateur, au Pérou, en Colombie, au Mexique avec des partenaires académiques et opérationnels (municipalités, instituts de planification urbaine et organismes de protection civile).

1. *La Red*, une communauté épistémique qui met l'accent sur la responsabilité des sociétés humaines dans les catastrophes « naturelles »

5. *La Red de Estudios Sociales en Prevención de Desastres en América latina (La Red)* est un réseau de scientifiques et d'experts qui s'est constitué en 1992 à l'occasion de la Décennie Internationale de Prévention des Catastrophes Naturelles (DIPCN). Sa période d'activité majeure couvre une quinzaine d'années avec la publication, jusqu'en 1998, de la revue semestrielle *Desastres y sociedad* et, jusqu'en 2008, d'une collection de 26 ouvrages collectifs⁵. Ce réseau se maintient par l'existence de relations interpersonnelles et conserve une certaine visibilité à travers des plateformes web, initialement en son nom propre (*desenredando* et *La Red*), puis en participant à la création de plateformes globales dont la plus récente, intitulée *Gestión de riesgos* (<https://www.comminit.com/gestion-del-riesgo/>), publie des textes sur l'Amérique latine et l'Afrique rédigés par des auteurs provenant de différentes régions du monde. L'une de ses productions majeures et durable est la base de données *Desinventar* accessible en ligne⁶. Celle-ci a originellement recensé les accidents et les catastrophes d'origine naturelle en Amérique latine puis les a inventoriés sur l'ensemble de la planète. Conçue et soutenue au sein de *La Red*, hébergée à l'Université de Louvain, elle est devenue une référence internationale pour les études sur les risques. *La Red* est ainsi devenue un des espaces réticulaires de la diffusion mondiale d'une approche sociale et politique des risques, à partir d'une matrice latino-américaine.

1.1. DES EXPERTS AUX MULTIPLES CASQUETTES

6. *La Red* représente une authentique communauté épistémique (Haas, 1992 ; Lièvre, Laroche, 2012). Dès le départ, elle constitue un espace de rencontre transnational à l'échelle latino-américaine. Le noyau initial est composé de membres provenant du Mexique (Virginia Acosta, Jesús Manuel Macías, Elizabeth Mansilla), de Colombie (Omar Dario Cardona, Gustavo Wilches Chaux, Andrés Velásquez), du Pérou (Andrew Maskrey, Gilberto Romero) et du Costa Rica (Allan Lavell). C'est dans ce dernier pays qu'est

5 L'analyse qui suit s'appuie en grande partie sur la lecture critique des premiers ouvrages de cette collection.

6 www.desinventar.net Cette base de données doit beaucoup à l'ingénieur informatique colombien de la Universidad de los Andes, Julio Serge de la Ossa.

lancé le réseau en août 1992. Les auteurs cités ont édité le premier ouvrage collectif qui fixe la doctrine du groupe avec son titre slogan *Los desastres no son naturales*. Très rapidement s'agrègent des experts du reste de la région, notamment d'Équateur (très actifs, comme Maria-Augusta Fernandez et Othon Zevallos), d'Argentine (avec Hilda María Herzer en particulier), d'El Salvador et du Brésil. Ces pays ont été à leur tour des têtes de pont de réseaux académiques, associatifs ou institutionnels internationaux qui permettent de solliciter d'autres chercheurs et experts, notamment nord-américains et européens⁷. *La Red* constitue également une communauté épistémique, en étant d'emblée un espace de rencontre entre monde académique, monde de l'expertise nationale et internationale et monde politico-administratif local. Ses membres peuvent d'ailleurs porter les trois casquettes successivement ou simultanément : Omar Darío Cardona, ingénieur civil colombien, est, au moment de la création de *la Red*, professeur à l'Université de Los Andes, directeur national pour la prévention et la gestion des catastrophes de Colombie et président de l'association colombienne d'ingénierie sismique ; Andrew Mascrey, coordinateur général de *La Red* à sa création, urbaniste britannique, était expert pour une administration gouvernementale péruvienne, el *Instituto Nacional de Desarrollo Urbano* (INDU), et fondateur du bureau d'étude *Centro de Estudios y Prevención de Desastres* (PREDES). L'institutionnalisation de la prévention des catastrophes explique le rôle clé de certaines personnes. En effet, la création d'organismes de gestion des risques (notamment au sein des agences de planification) et de gestion des crises (en particulier les organismes de protection civile) a nécessité des compétences nouvelles auxquelles ne pouvaient répondre qu'un nombre relativement limité d'experts, spécialisés dans le domaine, et souvent formés partiellement à l'étranger. Ce sont eux que *la Red* a eu l'ambition de réunir.

7. Comme toute communauté épistémique, *La Red* regroupe ainsi une grande diversité d'acteurs dans la production de savoir dans un champ particulier de la connaissance avec un paradigme commun. Elle produit et diffuse une connaissance sur les risques à partir de l'idée partagée que les

7 *La Red* est ainsi dès le départ liée à la *Facultad Latino Americana de Ciencias Sociales* (FLACSO) présente dans plusieurs pays et sur l'ONG internationale *Intermediate Technology Development Group* (ITDG). Des chercheurs français ont participé aux travaux du réseau et ont été sollicités du fait de leur présence sur le terrain, notamment en Équateur ou au Mexique.

catastrophes ne sont pas naturelles et que les vulnérabilités produites par les sociétés sont une cause à part entière de ces catastrophes. Elle constitue également une communauté épistémique par le pouvoir qu'elle tente de construire. En s'associant, les membres de *La Red* cherchent à influencer l'action publique et plus largement les acteurs du monde du développement, associatifs et privés. Ils forment un réseau dans lequel, derrière chaque individu, se dévoile un « nous » qui est reconnu des différentes sphères, sur l'ensemble de la région, du Mexique à l'Argentine, avec une visibilité et une influence particulièrement notable dans la région andine. La création de la base de données *Desinventar* et les publications collectives sont des leviers structurants qui renforcent sa légitimité et son influence.

8. Le slogan fondateur qui réunit les membres de *La Red* et identifie le réseau, “*los desastres no son naturales*”, met l'accent sur la responsabilité des êtres humains à toutes les échelles dans la production de risque, depuis l'individu jusqu'aux États en passant par les entreprises, les lotisseurs, les communautés d'habitants, les différents échelons de gouvernement. Cette approche se veut sociale du point de vue épistémologique : elle place les sciences sociales au centre de la production de connaissance sur les risques « naturels ». Elle apparaît, à l'époque, en rupture avec une approche dominante très naturaliste et aléa-centrée du risque. Face aux études des phénomènes dommageables (*peligro*), des menaces (*amenaza*), et des aléas⁸, *La Red*, réseau « d'études sociales », met en lumière les différents facteurs et critères de vulnérabilité, concept clé, objet de ses premières publications. À l'exception de quelques ingénieurs civils, les membres du réseau appartiennent ainsi aux sciences humaines et sociales. En conséquence, cette approche met la responsabilité des sociétés humaines au cœur de la résolution des problèmes environnementaux. Elle conduit à interroger les modalités de développement comme source du risque, dans une région du monde qui est précisément un espace d'attention des politiques de développement. Cette articulation entre développement et risque est en phase avec l'émergence de l'idée de développement durable et avec le discours anthropogénique qui considère que les sociétés humaines sont l'un des moteurs princi-

8 En français, c'est le terme « aléa » qui s'est imposé comme équivalent de l'anglais *hazard*, largement diffusé dans la sphère latino-américaine. Dans ce champ d'étude, les termes équivalents en espagnol sont *peligro* et *amenaza*, le premier étant privilégié dans certains pays comme le Pérou.

paux des changements environnementaux et de la crise environnementale globale (Bonneuil, Fressoz, 2016).

9. Peut-on alors parler d’une communauté épistémique proprement latino-américaine et avancer que ce courant de pensée, qui aborde socialement catastrophes et risques « naturels », est le produit d’une critique régionale du développement au regard des épreuves que constituent les phénomènes naturels perturbateurs propres à cette région ? En réalité, la constitution de ce réseau d’acteur ne peut se comprendre qu’en changeant d’échelle et en abordant les évolutions de paradigme au niveau international et dans les relations Nord-Sud.

1.2. UNE TRADUCTION RÉGIONALE D’UN CHANGEMENT DE PARADIGME

10. À partir des années soixante-dix, le sommet de Stockholm et la survenue de catastrophes majeures, parmi lesquelles certaines sont latino-américaines (les séismes de Huaraz en 1970 et de Managua en 1972 en particulier), conduisent à la critique du développementalisme⁹ des décennies précédentes. Les crises environnementales deviennent les symptômes d’un mal développement, critique que les chocs pétroliers viennent renforcer. C’est à ce moment-là que la notion de risque s’impose, traduisant un nouveau paradigme dans lequel le développement glisse de l’idée d’un progrès continu à celui d’éviter un ensemble de crises, voire une crise globale (Sierra *et al.*, 2020). Au même moment, l’analyse des catastrophes par les vulnérabilités connaît une avancée notable dans la littérature anglo-américaine. C’est le cas des publications scientifiques de Russel Dynes et Enrico Quarantelli dès 1972. Cependant, c’est à la croisée du monde académique et opérationnel qu’il faut chercher les publications qui eurent une influence directe sur l’expertise et sur les politiques publiques en Amérique latine. En 1981, Ian Davis, urbaniste britannique, publie pour l’UNDRO *Shelters after disasters*, un guide à l’adresse des experts et acteurs de l’urgence qui

9 Le développementisme (ou développementalisme) est l’idéologie dominante des années 1950-1970 consistant à opérer ce qui est présenté comme un rattrapage d’équipement et de niveau de vie avec les pays européens et nord-américains, par l’injection massive de capitaux, la construction d’infrastructures lourdes, l’industrialisation de substitution des importations et, globalement, une forme de positivisme technique qui s’abstrait des conditions environnementales voire sociales, mesuré uniquement en fonction d’une croissance économique continue (Rist, 2022 ; Svampa, 2011).

devient un manuel de référence traduit en espagnol¹⁰. En 1983, Le géographe canadien Kenneth Hewitt publie *Interpretations of Calamity, From the Viewpoint of Human Ecology*, qui dénonce l'accent mis sur l'exceptionnalité des phénomènes naturels à l'origine des catastrophes, et invite plutôt à examiner les conditions de développement que ces catastrophes révèlent et dont elle seraient, selon lui, le produit (figure 1). Ce sont là des œuvres séminales qui conduisent à un ouvrage déterminant pour l'approche sociale de risques promue par *La Red : At Risk*, publié en 1994, et sous-titré « *natural hazards, people's vulnerability and disasters* ». Ces auteurs sont, outre Ian Davis, les géographes britanniques Piers Blaikie et Terry Cannon, et le géographe nord-américain Ben Wisner. Ce dernier avait été lui-même un des auteurs de l'ouvrage édité en 1983 par Kenneth Hewitt. *At Risk* conceptualise l'approche des risques par les vulnérabilités en expliquant celles-ci selon le modèle des pressions : la vulnérabilité est produite (construite) en suivant un cycle qui part des causes profondes (les inégalités de pouvoir, les systèmes politiques et économiques) qui conduisent à des conditions d'existence risquées (habitat précaire et directement exposé à des aléas naturels par exemple) à travers le prisme de pressions dynamiques (comme la forte croissance démographique ou la déforestation). Les auteurs s'appuient pour cela sur des expériences de terrain majoritairement situées dans le tiers-monde¹¹, remettant ainsi en cause les voies de développement jusque-là tracées. Ils s'inscrivent ainsi dans le glissement du paradigme du développement à celui, plus englobant mais également plus flottant, de développement durable, tout en préfigurant ce qu'allait être la *political ecology* dont Piers Blaikie est l'une des figures centrales (Benjaminsen, Svarstad, 2009). Cet ouvrage est un jalon essentiel et un témoignage de la diffusion vers l'Amérique latine de ce nouveau paradigme : *At Risk* est, dès 1996, traduit et publié en espagnol par *La Red* sous le titre *Vulnerabilidad, el entorno social, político y económico de los desastres*, ce libellé exprimant plus nettement que dans la version anglaise le tournant paradigmatique (figure 2).

¹⁰ Une version initiale plus académique est parue en 1978.

¹¹ Le terme de « Sud » pour désigner les pays en mal de développement n'apparaît dans la littérature européenne qu'à partir de 1980 avec le rapport Brandt et ne s'impose face à celui de tiers-monde qu'une décennie plus tard, *tercer-mundo* étant toujours une manière de se désigner dans nombre de pays latino-américains et de rappeler des rapports de pouvoir internationaux qui leurs sont défavorables.

11. Dès 1992, *La Red* est influencée par les idées de ces auteurs anglo-américains et en constitue l'un de ses plus rapides relais. Certains de ses membres fondateurs ont publié avec eux, à l'instar de la collaboration entre Gustavo Wilches-Chaux et Ian Davis. Cet avocat colombien avait réalisé son doctorat à Oxford où il avait organisé des ateliers sur la gestion des catastrophes avant de revenir en Colombie à la tête de diverses institutions de formation.
12. Allan Lavell est le membre qui exprime le plus ouvertement cette influence des sciences sociales anglo-américaines et en assume le rôle de passeur. Formé à Londres, d'abord parti au Mexique, il s'est installé ensuite durablement au Costa Rica, notamment en enseignant à la *Facultad Latino-Americana de Ciencias Sociales* (FLACSO) qui constitue elle-même un réseau continental. Membre fondateur de *La Red*, il est celui qui l'a animée le plus durablement. Il expose lui-même son positionnement dans *Los desastres no son naturales*, le livre constitutif du réseau en 1992 :

En cuanto a nuestras reflexiones es importante destacar que no se pretende una originalidad en muchos de los conceptos e ideas vertidos dado que descansamos en gran parte en los aportes y debates que se han suscitado en la rápida evolución y concreción de la sociología, la economía, la geografía, la psicología y la administración de desastres en los Estados-Unidos y otros países del llamado mundo desarrollado. Lo que si pretendemos es una sistematización de ideas e hipótesis, selladas con una visión desde adentro del subcontinente latinoamericano, haciendo accesible al lector de habla hispana un acercamiento a debates ya largos en otras latitudes, pero poco difundidos o acogidos en la región (Lavell, 1993).

13. Il assigne au groupe un objectif de transmission et de traduction d'une littérature en SHS venue des Nord, et en particulier des États-Unis qu'il présente comme le berceau de cette approche sociale des catastrophes. S'il renvoie dans l'implicite le rôle de la géographie anglaise et canadienne, sa bibliographie est sans équivoque puisque sur les 17 références de ce chapitre, 15 sont anglo-américaines, parmi lesquelles l'ouvrage de Kenneth Hewitt précédemment cité. Cela le distingue des autres auteurs de *La Red* dont les références à des études latino-américaines sont majoritaires. Cela le singularise également dans une position d'expert du Nord, anglophone, ayant, pour cela même, une certaine aura¹². Andrew Mascrey, formé à Man-

12 C'est également le fruit d'un constat, en situation d'observation participante, à l'occasion de différentes rencontres entre 1996 et 2017 dans des événements scientifiques où il avait été invité, de la FLACSO à Quito à la Universidad de Costa Rica de San José.

chester et qui s'est ensuite installé au Pérou, était également dans cette position bien que ses références soient davantage latino-américaines. Son appartenance à une agence technique non gouvernementale (ITDG) a contribué à son rôle passerelle. Quoi qu'il en soit, pour tous les auteurs latino-américains, le cadrage théorique reste marqué par ce courant anglo-américain. L'étude des références bibliographiques des membres fondateurs de *La Red* montre ainsi la réappropriation de cette approche théorique, la renouvelant à l'occasion de la traduction des auteurs anglophones de référence, tout en l'éclairant par un corpus d'études de cas latino-américaines, dont certaines relèvent de l'expertise et des administrations gouvernementales ou internationales¹³. Un des ouvrages édités en 1996 par le groupe, *Desastres, modelo para armar* (Mansilla, 1996), propose ainsi, dans sa première partie intitulée *Teoría y conceptos de los desastres*, des textes en espagnol de Kenneth Hewitt, Enrico Quarantelli, James Mitchell et de Ian Davis sous la rubrique *Los desastres y el desarrollo*. La force de *La Red* est alors de regrouper des personnes qui peuvent jouer de différentes positions et qui cumulent des légitimités liées à une formation académique, tant en Amérique latine qu'à l'étranger, et à des expériences concrètes de gestion des risques. Dans un monde latino-américain marqué par une forte présence d'agences de coopération internationale telles que le PNUD, d'agences de coopération bilatérale, dont l'USAID, d'ONG humanitaires et de développement, de bailleurs comme la Banque Interaméricaine de Développement (BID) et la Banque Mondiale, leurs compétences les placent dans une position charnière pour participer à la diffusion de cette approche sociale et anglo-américaine des risques qui percole localement dans les politiques publiques (Rebotier, 2015).

14. Cependant, l'influence d'une communauté épistémique dépend, entre autres, de la capacité des sociétés à recevoir une idée nouvelle. Pour Maïa Davis Cross (2013), les situations de forte incertitude favorisent l'apparition et l'influence de telles communautés. L'idée de crise environnementale globale traduit d'autant plus cette incertitude qu'elle est articulée à un ensemble de crises sectorielles et locales, comme le souligne le rapport

13 L'anthropologue Virginia Acosta cite ainsi des productions émanant de la Secretaría de Agricultura y Recursos Hídricos, del Instituto Mexicano de Seguro Social ou du Banco Nacional de Crédito Agrícola, en même temps que les publications de Russel Dynes et Andrew Mascrey ; Omar Darío Cardona, des documents de planification colombiens, des rapports de l'USAID ou du PNUD et de l'OEA.

Bruntland¹⁴, crises auxquelles l'Amérique latine a été particulièrement confrontée. Ce diagnostic a été porté internationalement depuis le sommet de Stockholm et a conduit à proclamer la Décennie Internationale de Réduction des Catastrophes naturelles (1990-1999) puis, dans son prolongement, à mettre en place les cadres d'action de Hyogo (2005) et de Sendai (2015). La nécessité d'affronter ces situations de forte incertitude, tout comme celle de décliner régionalement et localement les préceptes internationaux, ont créé chez les autorités publiques un besoin d'expertises adoptant un nouveau cadre conceptuel. C'est le cas avec la notion de *vulnerabilidad* qui, de manière officielle, a progressivement défini les populations cibles de politiques publiques jusqu'à apparaître dans l'intitulé d'administrations nationales et locales comme en témoigne le *Ministerio de la Mujer y Poblaciones Vulnerables* du Pérou. C'est surtout le cas de la notion, qui se veut performative, de *reducción del riesgo de desastre* (RRD) qui produit un changement de sens du terme risque : défini dans les approches naturalistes comme la probabilité d'occurrence d'un phénomène naturel, il exprime, dans l'expression « réduction du risque de catastrophe », la potentialité d'une catastrophe, c'est-à-dire la propension d'une société à produire des victimes et des dégâts à l'occasion d'un phénomène naturel. Or, cette notion a été rapidement adoptée en Amérique latine dans les discours et les réglementations.

2. Maîtriser les dynamiques naturelles contre le désordre social

15. Le paradigme social du risque que porte *La Red*, bien qu'étant la traduction en Amérique latine d'orientations portées internationalement, s'inscrit également dans une représentation régionale des dynamiques naturelles, ce qui contribue à son influence.
16. En effet, cette approche sociale des risques « naturels » fait écho à l'idée ancienne, en Amérique latine, que les hommes sont responsables des fléaux qu'inflige la nature, y compris (voire surtout) quand cette nature est divinisée. Elle est également en phase avec une représentation moderne de

14 « Il ne s'agit pas de crises isolées : une crise de l'environnement, une autre du développement, une autre énergétique. Non, de crise, il n'y en a qu'une » (Brundtland, 1987 ; 10).

la relation à la nature qui interprète le désordre naturel comme un désordre social. Il n'est pas question de dire que *La Red* se nourrit explicitement de ces représentations, mais que ce que propose *La Red* est compatible avec ces deux représentations qui s'inscrivent dans le temps long de l'histoire latino-américaine. Pour cela, il faut comprendre que la nature et ses crises, passées ou envisagées, sont invoquées pour justifier des actions publiques ou légitimer un pouvoir. C'est ainsi que les données structurelles de la nature, celles des temps très longs, de la géologie, de la topographie, du climat général, celles qui apparaissent donc immuables, ont été un instrument des constructions nationales (Quijada, 2000). Les naturalistes des XVIII^e et XIX^e siècles pour qui l'Amérique latine a été un terrain privilégié ont produit des nomenclatures et des taxinomies visant à rationaliser la connaissance. La nature ainsi apprivoisée, appropriée, mesurée, recensée, offre aux constructions politiques du XIX^e siècle la force de l'évidence et de la rationalité. L'Équateur en est un exemple d'autant plus éclairant qu'il a fallu trouver une donnée à la fois cosmique et cartographique (la ligne équinoxiale et la latitude) pour donner une unité à un territoire écartelé entre les acteurs de Quito et de Guayaquil qui eux-mêmes se pensent selon une division du pays entre Sierra et Costa (et par la suite Oriente) (Sierra, 2010). À partir de 1845, et surtout avec la révolution libérale de 1895, l'écusson du pays affiche une synthèse entre ces deux domaines naturels, avec la présence, en son centre, du fleuve Guayas qui opère un lien organique entre le volcan Chimborazo et l'océan Pacifique, toujours sous les auspices astraux¹⁵. De même, le découpage en provinces, à l'instar de ce qui s'est fait lors de la Révolution française, est présenté comme procédant d'un ordre naturel par la mobilisation d'une toponymie naturaliste reprenant celle des montagnes et des cours d'eau. L'usage géopolitique de l'onymie et de l'hydronymie est courant dans les pays d'Amérique latine. L'utilisation de la géographie physique pour légitimer des découpages territoriaux qui sont avant tout politiques est courante dans le XIX^e siècle positiviste. Au-delà de cette nature rationalisée, présentée comme immuable et légitimant un ordre politique, la nature dynamique, voire en crise, celle du changement, des soubresauts et de l'événement, a également été un instrument de gouvernement qui révèle, parfois derrière un discours mâtiné de religiosité, la conviction du pouvoir de l'Homme sur la nature. C'est ce que montrent

15 L'écusson présente le soleil à l'équinoxe et la ligne équatoriale avec les signes astrologiques qui viennent encore donner une caution « naturelle » à des références historiques.

Jean Baptiste Fressoz et Fabien Locher (2020) pour qui l'idée d'une responsabilité humaine dans les dynamiques naturelles est présente dès le début de la colonisation espagnole. Cette conviction imprègne à la fois les discours politiques et les savoirs sur la nature. Dès la conquête de l'Amérique par les Espagnols, « l'idée s'impose que la colonisation est aussi une normalisation climatique, une manière d'améliorer le climat du continent par le défrichement et la mise en culture » (Fressoz et Locher, 2020 ; 12). Ce « discours de domination », servant à justifier la conquête et l'occupation des Amériques, se traduit notamment par la conviction que le défrichement et la mise en culture adoucissent les températures et réduisent les précipitations. Le gouverneur militaire Oviedo l'atteste à travers ses chroniques, tout comme il considère que les ouragans sont un châtement divin visant à condamner l'idolâtrie des Indiens (Fressoz et Locher, 2020 ; 31-34). Ce faisant, le discours sur les dynamiques naturelles est à la fois un instrument de pouvoir visant à légitimer de manière divine la souveraineté espagnole et une démonstration de la capacité des êtres humains à provoquer, ou à éviter, les aléas naturels.

17. Ces changements environnementaux peuvent prendre une tournure plus soudaine avec des phénomènes de rupture coutumiers sur le continent. Traditionnellement, l'interprétation divine de ces phénomènes est perçue comme une preuve de fatalisme. Or, deux types de réponses à ces événements contredisent cette idée. D'une part, la pratique religieuse accrue témoigne de la volonté d'avoir une prise sur les événements. D'autre part, les autorités politiques prennent un ensemble de mesures, certaines d'ordre moral, conformes au discours de l'Eglise, d'autres d'ordre technique, se voulant rationnelles. Prenons le cas des séismes au Pérou. Chaque événement catastrophique, notamment la destruction de Lima en 1687 puis 1746, fut l'occasion de réaffirmer un besoin d'ordre pour calmer la fureur divine. Le fatalisme aurait conduit à l'inaction, à accepter le fléau et le châtement divin¹⁶. La mise en place de processions, de pénitences et de tout un culte (celui du Señor de los Milagros après la destruction de 1687) offre non seulement une grille d'interprétation à une situation sidérante et incertaine, mais témoigne, du moins en partie et de la part des croyants, de la volonté

16 Tout comme la cosmogonie précolombienne qui considère les grandes crises (celles que désigne le terme *pachacuti*) comme des moments de renaissance appartenant au cycle naturel du monde.

d'influer sur Dieu et sur les dynamiques naturelles qu'il provoque. L'organisation de cette réponse religieuse est éminemment politique et vient, dans un contexte de crise, canaliser les mécontentements et prévenir de potentielles rébellions. Chacun de ces séismes destructeurs a alors justifié des mesures d'ordre moral et d'ordre urbain : l'évêque de Lima décréta le port de vêtements féminins totalement couvrants, et le Vice-roi promulgua un nouveau règlement imposant des rues plus larges, des maisons moins hautes, la suppression des balcons, la réduction des ornements extérieurs, de nouveaux matériaux de construction et la construction d'un nouveau port (Walker, 2009 ; de Ribas, 2011). Bien que ces mesures n'aient pas toutes été acceptées ou appliquées, elles reflétaient une idée centrale : les humains portaient une part de responsabilité dans la catastrophe et pouvaient, par leur action, en prévenir de nouvelles.

18. Cette manière de penser la catastrophe perdure de l'époque coloniale jusqu'au début du XX^e siècle. L'action prend deux voies. D'une part, comme nous venons de le voir, de nouvelles règles tentent de réduire les effets du phénomène naturel sur les sociétés (réduction de l'exposition au danger, renforcement ou adaptation des structures de construction, amélioration des conditions d'évacuation, etc.). D'autre part, d'autres mesures visent directement à réduire, voire à supprimer, la force de ce phénomène naturel. L'action religieuse, qui peut parfois apparaître comme la seule alternative à l'inaction, s'inscrit dans cette perspective. Plus rationnellement, en fonction des connaissances de l'époque, des mesures visent à transformer l'aléa naturel pour le rendre moins dommageable. De l'ouverture de puits pour laisser échapper les vapeurs souterraines au Guatemala (Musset, 1996) à l'ouverture, à partir du séisme de 1919, de canaux de drainage pour évacuer l'eau du lac Ilopango au Salvador (Romano, 1996), il existe la conviction d'une capacité à influencer sur la force du séisme. Ces cas montrent donc une ambivalence : de quoi la société est-elle responsable ? Des soubresauts de la nature ou de la propension à subir ces soubresauts ? Autrement dit, comment interpréter la notion de vulnérabilité et le slogan *los desastres no son naturales* ?

3. La Vulnérabilité au prisme des rapports de pouvoir

19. Les risques et les catastrophes naturels sont les symptômes d'une crise environnementale. Par son approche, *La Red* montre que c'est également une crise du développement : « Los desastres naturales: un problema de desarrollo » écrit l'anthropologue costaricienne Marlen Bermúdez (1993 ; 132). Si cette communauté épistémique remet du social dans un champ d'étude qui était avant tout naturaliste, elle porte également une préoccupation pour un développement qui, dans le domaine urbain, est synonyme d'anarchie, de désordre, d'informalité, en dénonçant notamment la corruption, l'absence d'éducation ou de moyens pour répondre aux besoins des plus pauvres. À juste titre, l'accent mis sur la vulnérabilité par les géographes anglo-américains qui inspirent *La Red* cherche à montrer que les pays du tiers-monde¹⁷ subissent plus fortement les phénomènes naturels et, qu'à intensité égale, ceux-ci sont plus dévastateurs. Ce qui vaut à l'échelle mondiale vaut, pour les auteurs de *La Red*, à l'échelle latino-américaine et locale. Ils reprennent les comparaisons internationales pour montrer l'existence d'une plus grande vulnérabilité de l'Amérique latine et, en changeant d'échelle, ils mettent la focale sur des régions et des quartiers en marge. Ainsi, la totalité des études de cas de *Los desastres sí avisando* (1992) porte sur des espaces régionaux ou locaux en marge. Concernant les questions urbaines, les centres paupérisés et surtout les quartiers auto-construits, souvent périphériques, en constituent les terrains privilégiés. Dans l'ouvrage *Ciudades en Riesgo. Degradación Ambiental, Riesgos Urbanos y Desastres* (1996), les études de cas de Buenos Aires, Quito et le Nordeste brésilien portent sur des marges urbaines. Seul le cas de San Salvador est plus nuancé, en mettant également en cause les acteurs industriels et publics, aux côtés de l'auto-construction périphérique et de l'occupation sans titre des taudis centraux. De manière générale, la production du risque et de la vulnérabilité est mise en relation avec l'expansion urbaine, ce qui correspond à une occupation de nouveaux terrains exposés à des aléas naturels. Cependant, la multiplication d'études sur ces espaces en marge renforce l'idée qu'ils sont producteurs de risque pour la ville. Nous avons

¹⁷ Nous adoptons le terme de tiers-monde pour trois raisons : historiographique, remplaçant l'émergence de *La Red* dans le contexte du début des années 90 ; géopolitique, pour insister sur les rapports de pouvoirs à l'échelle internationale ; décoloniale, pour prendre en compte le point de vue latino-américain. L'une des maisons d'édition de *La Red* s'appelle *Tercer Mundo Editores*.

largement démontré, à partir des terrains quiténiens et liméniens, que la définition des espaces-à-risque, tant dans les politiques publiques que dans les représentations sociales dominantes, correspond à des marges, au point que la gestion des risques « naturels » tend avant tout à être une gestion des marges (Sierra, 2009).

20. Cette gestion du risque qui privilégie le traitement des marges réactive un processus de stigmatisation traditionnel envers les quartiers auto-construits que l'approche sociale des risques peut venir renforcer alors même que ce n'est pas son objectif. Le slogan « les catastrophes ne sont pas naturelles » est en effet ambigu ou ambivalent : nous avons vu qu'il n'est finalement pas si nouveau dans l'histoire latino-américaine, mais il est repris dans les relations de pouvoir que subissent les marges.
21. Dire que les catastrophes ne sont pas naturelles, c'est bien pointer la responsabilité des sociétés et des personnes dans la survenue de catastrophes, mais celle-ci peut être liée à différentes composantes du risque : soit à la vulnérabilité soit à l'aléa naturel (figure 3). Dans une perspective anthropogénique, la deuxième est tout à fait recevable et s'amalgame avec la vulnérabilité des populations. Toute une série d'expertises contribue, à Quito, à rendre responsables les populations des quartiers auto-construits de la genèse même des coulées boueuses (par déforestation et terrassement) et de leur aggravation par les pratiques quotidiennes (rejets de déchets dans les *quebradas*¹⁸) (Sierra, 2020). Dans cette interprétation, ces populations sont une menace pour la ville ou, en mobilisant l'une des notions clés de l'analyse du risque, elles constituent la vulnérabilité de la ville, d'autant plus que leur précarité les pousse à s'inscrire dans des réseaux clientélistes pour s'implanter sur des terrains officiellement classés comme non constructibles. Nous pouvons généraliser à partir des publications des auteurs de *La Red*.

En el caso de la ciudad de Lima, en particular la periferia, estas [las ciudades] tienden a un crecimiento acelerado, caótico, informal, ilegal y sin una planificación adecuada, lo cual conlleva al incremento del riesgo de desastre nacional (Chávez Eslava *et al.*, 2023).

22. Sur la forme, cette phrase n'est pas anodine. Elle est inscrite dans l'introduction d'un chapitre central d'un ouvrage co-édité par Allan Lavell visant à réfléchir aux inégalités et aux risques. Sur le fond, elle produit un

18 Ravines dans les pays andins

télescopage des échelles en faisant d'un critère de vulnérabilité locale une menace nationale. Elle vient en écho au titre du chapitre faisant de l'auto-construction la source d'une insécurité face aux menaces naturelles¹⁹. Le cas développé est celui de quartiers auto-construits du district de Lurigancho Chosica à Lima. Le postulat est que cette croissance des périphéries pauvres et auto-construites est « chaotique » et productrice d'un risque national. L'occupation dénoncée est celle des versants qui, par nature, sont à risque. À aucun moment il n'est dit que l'expansion des périphéries est aussi le fait des opérations immobilières portées par des promoteurs, à destination d'une population solvable sur le marché, voire aisée, qui occupe également des versants du piémont andin. À aucun moment, non plus, il n'est dit que ces opérations immobilières peuvent procéder d'une « planification inadéquate » et encore moins qu'elles sont parfois tout aussi « informelles » et « illégales » que celles des quartiers auto-construits. Alors que l'approche sociale des risques veut mettre en lumière et dénoncer la vulnérabilité des populations précaires face aux menaces naturelles, ce propos tend à montrer qu'elles sont les seules à l'origine du risque de catastrophe métropolitain, régional et national, et les seules qui dérogent aux règles officielles.

23. La vulnérabilité apparaît ainsi comme une notion ambivalente. D'une part, elle permet de mettre l'accent sur la plus grande propension des populations à faibles ressources à être affectées par les phénomènes naturels. D'autre part, par télescopage des échelles, elle renforce la stigmatisation de cette population précaire en en faisant le cœur de la fragilité de l'ensemble de la société, car, par ses pratiques, elle crée, ou, *a minima*, aggrave le phénomène naturel. Même en adoptant l'interprétation initiale d'une population fragile qui subit les soubresauts de la nature, cette population n'en apparaît pas moins responsable de ce qui lui arrive, voire irresponsable, puisqu'elle ne semble pas prendre conscience de la gravité de ses actes. Comment sinon interpréter le fait que l'action publique, relayée par les ONG, s'adresse prioritairement à cette population pour être sensibilisée et formée à une « culture du risque » comme si elle méconnaissait les dynamiques de la nature, souvent récurrentes, ou comme si elle était moins rationnelle que les autres populations qui sont, elles, exemptées de ces formations ?

19 «Reconociendo la ocupación informal del espacio público como pérdida de seguridad ante los movimientos en masas y sismos» (p. 203).

24. Erving Goffman montre bien qu'une situation de fragilité, une faiblesse, produit un stigmate que les individus essaient de masquer, plus rarement d'instrumentaliser. Or, ces fragilités, ces faiblesses (comme un handicap) sont interprétées à l'époque contemporaine comme une vulnérabilité (comme le reprennent les nomenclatures des politiques sociales de plusieurs pays latino-américains) et c'est en ce sens que nous faisons l'hypothèse que la vulnérabilité face aux aléas naturels peut contribuer à stigmatiser les populations. Cette idée selon laquelle les marges urbaines doivent être éduquées pour combler une méconnaissance du risque n'est pas sans rappeler la représentation que les colons espagnols ont eu des populations indigènes telle que nous le rapportent J. B. Fressoz et F. Lorcher (2020). Le discours sur la capacité des Espagnols du XVI^e siècle à transformer le climat, que nous avons évoqué plus haut, stigmatise les Indiens²⁰ qui tendent à subir ces dynamiques naturelles du fait de leur supposée arriération et de leurs pratiques perçues comme condamnables. Décrits comme « Esclaves de la nature », ils seraient également la cause de l'ire divine. En réinterprétant ces représentations à travers le prisme contemporain de la gestion des risques, il apparaît que les populations indigènes étaient perçues par les colons à la fois comme des victimes des aléas naturels – incarnant ainsi la vulnérabilité – et comme des coupables, responsables de ces mêmes aléas. Elles étaient ainsi vues simultanément comme une menace pour la société et comme le facteur de fragilisation du territoire lui-même. J. B. Fressoz et F. Lorcher montrent combien les Espagnols les considéraient comme sauvages et inférieures, parce qu'incapables de maîtriser la nature (Fressoz et Locher, 2020 ; 34). De manière similaire, les habitants des quartiers auto-construits sont aujourd'hui décrits, dans certains discours dominants, comme dépourvus de rationalité, puisqu'ils bâtissent en dehors des cadres de la planification urbaine et sont perçus comme les principaux moteurs d'une urbanisation qualifiée d'anarchique.
25. Nous faisons alors face à une double ambivalence. D'une part, la vulnérabilité tend à désigner toutes les responsabilités humaines, depuis l'inadaptation à des conditions naturelles jusqu'à l'incapacité à influencer sur les phénomènes naturels. D'autre part, la vulnérabilité est un moyen de reconnaître les besoins de populations précaires tout comme une façon de les stigmatiser.

20 Nous reprenons dans ce cas précis le terme colonial espagnol utilisé par J. B. Fressoz et F. Lorcher et, pour un propos plus général, nous opterons pour le terme « indigène ».

26. Il ne s'agit pas ici de rejeter le formidable apport des études sur la vulnérabilité et encore moins de minimiser celui des sciences humaines et sociales dans l'étude des crises environnementales. Encore une fois, La Red ne promeut pas une vision classiste ou stigmatisante de la vulnérabilité : de très nombreux articles et chapitres mettent bien en lumière les inégalités environnementales (dans l'exposition aux aléas notamment par l'inégalité d'accès au sol) et les processus (de la corruption qui détourne les règles de planification aux intérêts économiques) qui conduisent à des situations catastrophiques pour mieux y remédier. Cependant, le flou concernant l'usage des échelles et l'utilisation du terme de vulnérabilité, la reprise régulière de réalités *allant de soi*, c'est-à-dire de vérités générales jamais interrogées (Schutz, 2007), l'emploi sans filtre du terme générique *invasión*, de ceux de *urbanización piratas*, *anárquica*, pour ne désigner que l'expansion urbaine par auto-construction, le fait aussi de devoir s'inscrire, comme experts des risques, dans des politiques de traitement des marges urbaines peut conduire à renforcer la marginalité de ces populations.

27. Si les catastrophes « naturelles » sont des révélateurs d'inégalités environnementales et si le risque « naturel » est affaire de développement, la réduction des risques ne consisterait-elle pas plutôt à intégrer le risque, la vulnérabilité, le rapport aux aléas naturels dans l'ensemble des politiques publiques, et pour toutes les catégories de population, plutôt que d'en faire une action publique sectorisée qui finit par ne s'intéresser qu'aux pratiques des plus vulnérables ? Comme le montrent d'ailleurs Blaikie (*et al.*, 1994), l'installation de populations sur des terrains soumis à des aléas est le résultat d'un inégal accès au sol et au logement. Il est aussi le résultat d'aménagements décidés par les autorités publiques et les promoteurs pour des populations plus aisées, voire pour du logement social, exposant alors des populations vulnérables aux aléas naturels (Hidalgo *et al.*, 2021). L'informalité, cause de vulnérabilité pour les auteurs de La Red, est généralement assignée aux quartiers auto-construits (Blaikie *et al.*, 1994 ; 63)²¹ ou aux taudis des centres, alors que nos enquêtes montrent qu'elle existe ailleurs. Construire sur le littoral, sur les zones humides, sur les versants comme à Lima, n'est en rien l'apanage des marges (figure 4).

21 Nous notons la réutilisation par les auteurs du terme d'usage et stigmatisant de « *invasores* ». L'expansion urbaine rapide est présentée comme facteur de production de vulnérabilité mais dès les premières phrases du paragraphe qui lui est consacré, l'attention est portée sur l'auto-construction par une population qualifiée de rurale.

28. Les autorités locales contournent parfois les règles d'urbanisme en autorisant certaines constructions, arguant de l'existence de moyens techniques capables de résister aux dynamiques naturelles. La confiance dans l'ingénierie et l'architecture justifie ainsi l'occupation de terrains exposés aux aléas naturels : les falaises de Miraflores, pourtant classées en zone rouge sismique, accueillent le centre commercial moderne Larco Mar tout comme les versants du Pichincha, classés inconstructibles face au déploiement de l'auto-construction, accueillent depuis les années 1980 le centre commercial El Bosque. Nous touchons là à une autre conviction profonde : la modernité technique permettrait d'affronter et de dominer les soubresauts de la nature alors que l'auto-construction ne le pourrait pas. Après la catastrophe de 1746 à Lima, l'aristocratie créole avait de la même manière rejeté certaines règles d'urbanisme édictées par le Vice-Roi, notamment la limitation de la hauteur des constructions. Si la vulnérabilité est indéniablement un facteur central des catastrophes, alors ne faudrait-il pas également considérer que la ville riche, techniquement moderne, en produit ?

Conclusion

29. L'Amérique latine a constitué depuis les années 1980 un terrain et un laboratoire privilégiés pour les études sur les risques. Dans les années 1990, elle est le foyer d'une communauté épistémique, *la Red*, réceptive aux changements de paradigme, venus d'Europe et des institutions internationales, affectant ces études, en particulier en valorisant l'apport des sciences sociales et en mettant la notion de vulnérabilité et celle de risque de catastrophe au cœur de l'approche des risques. Elle a alors étroitement lié risque de catastrophe, vulnérabilité et critique du développement : réduire la vulnérabilité face aux soubresauts de la nature revient fondamentalement à s'attaquer à la précarité et la pauvreté. Nous pouvons faire l'hypothèse que les membres de cette communauté épistémique utilisent les risques de catastrophe comme un instrument pour s'attaquer avant tout aux conditions de précarité et de pauvreté des populations. Cependant, par ce biais, cette approche sociale a dû composer avec une représentation dominante très négative des pratiques des populations les plus démunies. Nous pouvons même nous demander si cette représentation ne réactive pas une vision héritée de la colonisation tendant à considérer ces populations comme inaptées face aux conditions environnementales. C'est particulière-

ment visible dans le domaine urbain où l’auto-construction est systématiquement dénoncée. Cette modalité de la fabrique urbaine est toujours présentée comme une construction informelle et « anarchique », fondamentalement comme un désordre. Le risque dans les villes est alors avant tout associé à ces quartiers précaires, occultant en grande partie le rôle des autres modalités de la fabrique urbaine, notamment celles qui relèvent des promoteurs immobiliers, privés ou publics, et qui, dans un contexte de forte corruption et de pratiques clientélistes, sont tout aussi informelles. Ce faisant, elle renforce l’orientation des politiques publiques qui, pour lutter contre les risques, font le choix de traiter en priorité, voire exclusivement, les marges urbaines, en cherchant à les intégrer à la planification officielle ou à les éliminer. Les membres de *La Red*, dont beaucoup sont proches des professionnels de la planification, sont ainsi porteurs d’une ambivalence qui n’enlève rien à l’apport majeur que représente leur réseau dans la recherche sur les risques environnementaux.

Bibliographie

Corpus analysé

ACOSTA Virginia (coord.), *Historia y desastres en América latina*, Bogotá, La RED/CIESAS, 1996.

BLAIKIE Piers, CANNON Terry, DAVIS Ian, WISNER Ben, *Vulnerabilidad. El entorno social, político y económico de los desastres*, Bogotá, La RED, 1996.

FERNÁNDEZ María Augusta (compiladora), *Ciudades en riesgo. Degradación ambiental, riesgos urbanos y desastres*, Lima, La RED, 1996. 192 p.

LAVELL Allan (compilador), *Viviendo en riesgo. Comunidades vulnerables y prevención de desastres en América latina*, Bogotá, La RED/FLACSO/CEPREDENAC, 1994, 386 p.

LAVELL Allan, FRANCO Eduardo (ed.), *Estado, Sociedad y gestión de los desastres en América latina. En busca del paradigma perdido*, Lima, La RED/FLACSO/ITDG, 1996.

MASCHEY Andrew (compilador), *Los desastres no son naturales*, La RED/ITDG, 1993.

MEDINA Juvenal y ROMERO Rocío (Editores), *Los desastres sí avisan. Estudios de vulnerabilidad y mitigación*, Lima, ITDG, 1992.

MANSILLA Elizabeth (ed.), *Desastres. Modelo para armar*, Lima, La RED, 1996.

CHÁVEZ ESLAVA Angel, Diego MIRANDA SANDOVAL, BARROS SALAS Cinthya, ESPINOZA CAMPOS Fred, « Reconociendo la ocupación informal del espacio público como pérdida de seguridad ante los movimientos en masas y sismos. Experiencia participativa en el diseño de rutas de evacuación y zonas seguras en la Quebrada de Quirio-Lurigancho », in LAVELL Allan, CHÁVEZ ESLAVA Angel (ed.), *Miradas sobre la desigualdad, el riesgo y la resiliencia en tres ciudades de América Latina*, San José, Costa Rica, FLACSO, 2023.

Sources secondaires

BENJAMINSEN Tor and SVARSTAD Hanne, « Qu'est-ce que la political ecology ? », *Natures Sciences Sociétés*, 2009/1 (Vol. 17), p. 3-11.

BONNEUIL Christophe et FRESSOZ Jean-Baptiste, *L'événement anthropocène, La Terre, l'histoire et nous*, Paris, Editions Points, 2016.

CALLON Michel et LATOUR Bruno, « Unscrewing the big Leviathan; or how actors macrostructure reality, and how sociologists help them to do so? » in KNORR Karin and CICOUREL Aron (dir.), *Advances in social theory and methodology. Toward an Integration of micro and macro sociologies*, Londres, Routledge & Kegan Paul, 1981.

DAVIS CROSS Mai'a K., *Re-thinking Epistemic Communities Twenty Years Later Forthcoming Review of International Studies*, 2013, p. 137-160.

FRESSOZ Jean-Baptiste, LORCHER Fabien, *Les révoltes du ciel, une histoire du changement climatique XV^e-XX^e siècles*, Seuil, 2020.

HAAS Peter, « Introduction: epistemic communities and international policy coordination », *International Organization*, 46(1), 1992.

HIDALGO Rodrigo, PAULSEN-ESPINOZA Alex, RODRIGUEZ NEGRETE Laura y ALVARADO PETERSON Voltaire, « Las contradicciones de la producción de naturaleza en las áreas de vivienda social de ciudades lacustres y fluviales chilenas (2011-2018) », *Cahiers des Amériques latines*, n°97, 2021.

LAVELL Allan, « Ciencias sociales y desastres naturales en América latina: un encuentro inconcluso », in MASCREY Andrew, *Los desastres no son naturales*, Bogotá, Tercer Mundo Editores, 1992.

LIEVRE Pascal et LAROCHE Nicolas, *Retour sur la notion de communauté épistémique, communication au 7ème colloque GeCSO*, Aix-Marseille, LEST CNRS, 2012.

METZGER Pascale et D'ERCOLE Robert, « Les risques en milieu urbain : éléments de réflexion », *EchoGéo*, n° 18, 2011.

NICOLAS-ARTERO Chloé, FUSTER-FARFÁN Xenia et VELUT Sébastien, « Introduction. Contestée, appropriée et dépossédée : la place de la nature dans les villes latino-américaines », *Cahiers des Amériques latines*, n° 97, 2021, p. 23-35.

QUIJADA Mónica, « Nación y territorio: la dimensión simbólica del espacio en la construcción nacional argentina. Siglo XIX », *Revista de Indias*, vol. LX, n° 219, 2000.

REBOTIER Julien, « Politiques de gestion des risques en Équateur, Entre coopération internationale et réaffirmation de l'État », *Autrepart*, N° 74-75, 2015.

RIBAS Nicolas de, « Le tremblement de terre de Lima de 1746 : témoignages, actions et pensées de la catastrophe naturelle », *e-Spania*, n° 12, 2011.

RIST Gilbert, *Le Développement, Histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Presses de SciencesPo, 2013.

SIERRA Alexis, « Espaces à risque et marges : méthodes d'approche des vulnérabilités urbaines à Lima et Quito », *Cybergeo: European Journal of Geography*, document 456, 2009.

_____, *La géographie physique et ses dynamiques dans la construction nationale équatorienne*, HISAL, vol. 4, 2010.

_____, « Des laves torrentielles naturelles, ou produites par les habitants ? L'histoire des expertises sur le risque à Quito (Equateur) à l'heure de l'Anthropocène », *Belgeo*, 3, 2020.

SIERRA Alexis, BEJI Anaïs, CROISE Axelle, HATTEMER Cyriaque, METZGER Pascale, PIGEOLET Marie et VALITTUTO Irene, « Développement et environnement urbain au prisme du risque et des crises » in PEYROUX Elisabeth, RAIMOND Christine, VIEL Vincent et LAVIE Emilie, *Changements Globaux et dynamiques des territoires*, Paris, ISTE Editions, 2020.

SVAMPA Maristella, « Néo-“développementisme” extractiviste, gouvernements et mouvements sociaux en Amérique latine », *Problèmes d'Amérique latine*, n° 81, 2011.

WALKER Charles, *Diálogos con el Perú. Ensayos de Historia*, Lima, Fondo Editorial del Pedagógico San Marcos, 2009.

Annexes / Figures

FIGURE 1 : LA COUVERTURE DE L'OUVRAGE K. HEWITT ET DU GUIDE COORDONNÉ PAR IAN DAVIS, REPUBLIÉ PLUS DE TRENTE ANS APRÈS PAR OCHA ET LA CROIX ROUGE/CROISSANT ROUGE

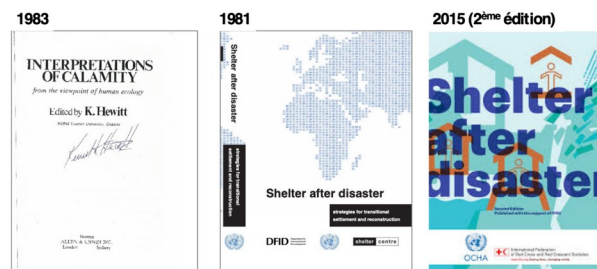


FIGURE 2 : LA COUVERTURE DE *At Risk* ET LA VERSION ESPAGNOLE DE LA RED



1.

FIGURE 3 : LES INTERPRÉTATIONS DU SLOGAN ANTHROPOGÉNIQUE DE LA RED

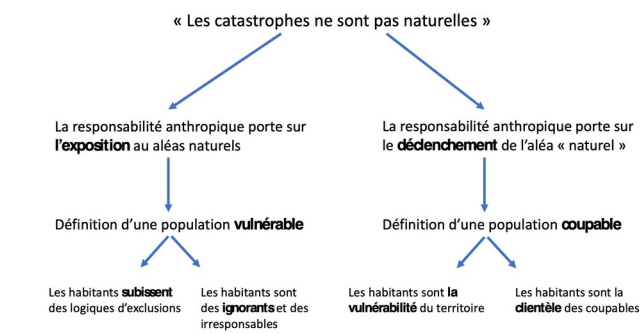


FIGURE 4 : VILLAS EN ZONE INCONSTRUCTIBLE LITTORALE À CHORRILLOS ET SUR DES VERSANTS À SURCO



4.
©AS, 2016.



3.
©AS, 2016.